



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA HAUTE-MARNE**

03373X0081

**PREFECTURE**

---  
**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION,  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DES POLITIQUES PUBLIQUES**

---  
**Service des collectivités locales  
et des politiques publiques**

---  
**Bureau du pilotage des politiques publiques**

**ARRETE N° 1363 DU 2 MAI 2011**

portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux  
et de la mise en place des périmètres de protection réglementaire

**Protection du forage 2003,  
exploité par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de la source Jourgeot,  
sis sur la commune de VAUDRECOURT**

**Le Préfet de la Haute-Marne**

**Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10 ; L 1324-1 à L 1324-5 ;  
R 1321-1 à R 1321-36 ; R 1321-42 à R 1321-59 et R 1321-64 à R 1321-66 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 210-1 ; L 211-1 ; L 214-1 à L 214-6 et L 215-3 ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux  
articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007, paru au Journal Officiel du 10 juillet 2007 et relatif à la constitution du dossier de  
demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-  
6 à R 1321-12 et R 1321-42 du Code de la Santé Publique ;

VU la délibération du SIAEP de la source Jourgeot en date du 23 mars 2006 adoptant le projet, créant les  
ressources nécessaires à l'exécution des travaux et décidant de prendre les engagements indispensables en vue de  
la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU le rapport en date du mois de décembre 2007 de M. INGARGIOLA, hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique pour le département de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1387 du 31 mars 2010 prescrivant l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire préalables à la déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux et d'établissement des périmètres de protection ;

VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 1<sup>er</sup> juin 2010 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires Technologiques en date du 12 avril 2010 ;

Considérant que l'utilité publique de l'opération est supérieure aux inconvénients qu'elle est susceptible de générer ;

Considérant la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **A R R E T E**

### **I – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 1 – OBJET**

Sont déclarés d'utilité publique en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine :

- les prélèvements effectués par le syndicat de la source Jourgeot ;
- la dérivation des eaux par le syndicat de la source Jourgeot ;
- l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;
- la mise en place des périmètres de protection autour du forage 2003 du syndicat de la source Jourgeot ;
- les ouvrages de traitement et de distribution des eaux. La réalisation, la mise en œuvre et l'efficacité de ces systèmes seront placés sous le contrôle de la DTD ARS Haute-Marne (ou les services compétents en matière de contrôle).

### **II – DERIVATION DES EAUX**

#### **ARTICLE 2 – SITUATION**

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de la source Jourgeot est autorisé à dériver une partie des eaux par les ouvrages suivants ;

- forage 2003 (code BGRM – BSS 03373X0081).

#### **ARTICLE 3 – DEBITS DE PRELEVEMENT**

Le prélèvement annuel est limité à 43 800 m<sup>3</sup>/an, soit 120 m<sup>3</sup>/jour.

#### **ARTICLE 4 – MESURES DE DEBIT**

L'établissement public installera les compteurs et appareils nécessaires au contrôle du respect des prescriptions ci-dessus et tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine),
- incidents survenus (pannes...),
- modifications d'installations.

Ce registre sera tenu à disposition des agents chargés du contrôle.

#### **ARTICLE 5 – PLAN D'ALERTE ET DE SECOURS**

Le SIAEP de la source Jourgeot ne dispose pas de plan d'alerte et de secours. Il ne dispose pas non plus d'une interconnexion de secours.

#### **ARTICLE 6 – DROIT DES TIERS**

L'établissement public devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

### **III – PERIMETRES DE PROTECTION**

#### **ARTICLE 7 – DEFINITION**

Il sera établi autour des points de prélèvement un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée en application des dispositions de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, conformément à l'avis de l'hydrogéologue agréé et aux plans et états parcellaires joints.

#### **ARTICLE 8 – DELAIS DES TRAVAUX A REALISER ET DE LA MISE EN CONFORMITE AVEC LES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE**

Le bénéficiaire de la présente autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Les travaux et la mise en conformité devront être réalisés par la collectivité :

- sans aucun délai en ce qui concerne le périmètre de protection immédiate,
- dans le délai de 2 ans maximum pour le périmètre de protection rapprochée.

Les périmètres de protection immédiate des captages seront entourés par une clôture de 2 m de haut munie d'un portail fermant à clef.

Les travaux à effectuer sont listés aux articles 10-1 Périmètre de protection immédiate, 10-2 Périmètre de protection rapprochée et 13 Traitement, surveillance, entretien et contrôles sanitaires de la qualité de l'eau.

#### **ARTICLE 9 – CESSIBILITE DES TERRAINS DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE**

Le SIAEP de la source Jourgeot devra acquérir en pleine propriété le terrain constituant le périmètre de protection immédiate du forage 2003, sis sur la commune de Vaudrécourt, parcelle ZA n° 62.

#### **ARTICLE 10 – PRESCRIPTIONS**

En cas de chevauchement de périmètres de protection instaurés par différents arrêtés préfectoraux, les prescriptions les plus draconiennes seront à prendre en compte.

## **ARTICLE 10-1 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE**

La parcelle ZA n° 62, sise sur la commune de Vaudrécourt, constituant le périmètre de protection immédiate du forage 2003 devra être acquise en pleine propriété par le SIAEP de la source Jourgeot.

La station de pompage située en amont du forage, la tête de forage et son regard d'accès ainsi que l'abreuvoir recueillant le trop-plein du forage seront inclus dans le périmètre de protection immédiate.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits tout dépôt, toute installation ou activité autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eaux. Toute circulation y sera interdite en dehors de celle nécessitée par les besoins du service (entretien, accès aux pompes, etc). Les parcelles seront défrichées, enherbées et fauchées, l'herbe fauchée sera évacuée en-dehors des différents périmètres de protection.

## **ARTICLE 10-2 PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE**

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée sont interdites ou réglementées les activités susceptibles de porter préjudice à la qualité de l'eau et notamment celles figurant sur le tableau des prescriptions annexé au présent arrêté.

Les modifications des pratiques appartenant aux activités réglementées susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques seront soumises à l'avis des services de l'Etat compétents.

Les demandes d'autorisation devront être adressées à la Préfecture.

### **10-2-1 Périmètres de protection rapprochée**

Ouverture d'excavations : dans la mesure où l'ouverture d'une excavation diminue la protection naturelle du réservoir géologique, l'avis de l'hydrogéologue agréé sera sollicité (projet éolien, géothermie...).

A l'intérieur de ce périmètre, les activités agricoles culturales devront faire l'objet d'une réflexion fondée sur une utilisation raisonnée des produits azotés et des produits phytosanitaires.

### **Activités interdites :**

- Rubrique 1 : Forage de puits (sauf ceux destinés au renforcement des installations existantes)
- Rubrique 2 : Forages de reconnaissance, piézomètres, géothermie, éolien...
- Rubrique 3 : Ouverture et exploitation de carrières ou de gravières
- Rubrique 4 : Ouverture d'excavations de plus d'un mètre autres que carrières (à ciel ouvert)
- Rubrique 6 : Dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritux, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux
- Rubrique 7 : Installation de réservoirs d'hydrocarbures liquides ou gazeux
- Rubrique 8 : Installations de stockage de produits chimiques dont les engrais, les phytosanitaires...
- Rubrique 9 : Stockage de purin et de lisiers
- Rubrique 10 : Stockage « bout de champ »
- Rubrique 11 : Stockage d'effluents industriels
- Rubrique 12 : Stockage d'effluents domestiques collectifs
- Rubrique 13 : Stations d'épuration de lagunage
- Rubrique 14 : Bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains
- Rubrique 15 : Canalisations de produits chimiques
- Rubrique 16 : Installations de canalisations d'hydrocarbures
- Rubrique 18 : Rejet d'eaux usées domestiques
- Rubrique 19 : Rejet d'eaux industrielles
- Rubrique 20 : Epannage d'eaux usées domestiques ou industrielles
- Rubrique 21 : Installations autonomes de traitement des eaux usées
- Rubrique 24 : Habitations avec assainissement autonome

Rubrique 25 : Camping, caravaning  
Rubrique 30 : Drainage agricole  
Rubrique 31 : Retournement de pâtures  
Rubrique 32 : Maraîchage, serres, pépinières  
Rubrique 40 : Déboisement, défrichement  
Rubrique 44 : Affouragement ou agrainage du gibier, traitement déparasitaire du gibier  
Rubrique 45 : Traitement du bois stocké

**Activités soumises à réglementation spécifique :**

Rubrique 5 : Remblaiement des excavations ou des carrières existantes  
Rubrique 17 : Installations de canalisations d'eaux usées domestiques  
Rubrique 22 : Bassins d'infiltration d'eaux pluviales  
Rubrique 23 : Habitations raccordées à un assainissement collectif  
Rubrique 26 : Nouveaux cimetières, extensions de cimetières  
Rubrique 27 : Installations classées  
Rubrique 28 : Voies de communication, aires de stationnement  
Rubrique 29 : Activités de loisirs de plus de 10 personnes  
Rubrique 33 : Epandage de fumier  
Rubrique 34 : Epandage de lisiers, de boues de stations d'épuration  
Rubrique 35 : Epandage d'engrais chimiques  
Rubrique 36 : Epandage de compost  
Rubrique 37 : Epandage de produits phytosanitaires, désherbants...  
Rubrique 38 : Pacage des animaux  
Rubrique 39 : Abreuvoirs, installations mobiles de traite  
Rubrique 40 : Déboisements  
Rubrique 41 : Coupes à blanc  
Rubrique 42 : Aires de dépôts de bois au-delà de six mois, pistes forestières de débardage  
Rubrique 43 : Utilisation de pesticides (herbicides, fongicides, insecticides, acaricides ...)  
Rubrique 46 : Modification de l'écoulement des eaux superficielles

**10-2-2 Périmètres de protection éloignée**

Ouverture d'excavations : dans la mesure où l'ouverture d'une excavation diminue la protection naturelle du réservoir géologique, l'avis de l'hydrogéologue agréé sera sollicité (projet éolien, géothermie...).

A l'intérieur de ce périmètre, les activités agricoles culturelles devront faire l'objet d'une réflexion fondée sur une utilisation raisonnée des produits azotés et des produits phytosanitaires.

**Activités soumises à réglementation spécifique :**

Rubrique 1 : Forage de puits  
Rubrique 2 : Forages de reconnaissance, piézomètres, géothermie, éolien...  
Rubrique 5 : Remblaiement des excavations ou des carrières existantes  
Rubrique 7 : Installation de réservoirs d'hydrocarbures liquides ou gazeux  
Rubrique 8 : Installations de stockage de produits chimiques dont les engrais, les phytosanitaires...  
Rubrique 9 : Stockage de purin et de lisiers  
Rubrique 10 : Stockage « bout de champ »  
Rubrique 11 : Stockage d'effluents industriels  
Rubrique 12 : Stockage d'effluents domestiques collectifs  
Rubrique 13 : Stations d'épuration de lagunage  
Rubrique 14 : Bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains  
Rubrique 15 : Canalisations de produits chimiques  
Rubrique 16 : Installations de canalisations d'hydrocarbures  
Rubrique 17 : Installations de canalisations d'eaux usées domestiques  
Rubrique 18 : Rejet d'eaux usées domestiques

Rubrique 19 : Rejet d'eaux industrielles  
Rubrique 20 : Epandage d'eaux usées domestiques ou industrielles  
Rubrique 28 : Voies de communication, aires de stationnement  
Rubrique 29 : Activités de loisirs de plus de 10 personnes  
Rubrique 35 : Epandage d'engrais chimiques  
Rubrique 37 : Epandage de produits phytosanitaires, désherbants...  
Rubrique 39 : Abreuvoirs, installations mobiles de traite  
Rubrique 43 : Utilisation de pesticides (herbicides, fongicides, insecticides, acaricides ...)

#### **Activités soumises à réglementation générale :**

Rubrique 3 : Ouverture et exploitation de carrières ou de gravières  
Rubrique 4 : Ouverture d'excavations de plus d'un mètre autres que carrières (à ciel ouvert)  
Rubrique 6 : Dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux  
Rubrique 21 : Installations autonomes de traitement des eaux usées  
Rubrique 22 : Bassins d'infiltration d'eaux pluviales  
Rubrique 23 : Habitations raccordées à un assainissement collectif  
Rubrique 24 : Habitations avec assainissement autonome  
Rubrique 25 : Camping, caravaning  
Rubrique 26 : Nouveaux cimetières, extensions de cimetières  
Rubrique 27 : Installations classées  
Rubrique 30 : Drainage agricole  
Rubrique 31 : Cultures sur labour  
Rubrique 32 : Maraîchage, serres, pépinières  
Rubrique 33 : Epandage de fumier  
Rubrique 34 : Epandage de lisiers, de boues de stations d'épuration  
Rubrique 36 : Epandage de compost  
Rubrique 38 : Pacage des animaux  
Rubrique 40 : Déboisements  
Rubrique 41 : Coupes à blanc  
Rubrique 42 : Aires de dépôts de bois au-delà de six mois, pistes forestières de débardage  
Rubrique 44 : Affouragement ou agrainage du gibier, traitement déparasitaire du gibier  
Rubrique 45 : Traitement du bois stocké  
Rubrique 46 : Modification de l'écoulement des eaux superficielles

#### **ARTICLE 11 – ACTIVITES EXISTANTES**

Pour les activités, dépôts et installations existant à la publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus au chapitre III, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans les délais mentionnés à l'article 8 du présent arrêté.

### **IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**

#### **ARTICLE 12 – SITUATION**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

#### **ARTICLE 13 – TRAITEMENT, SURVEILLANCE, ENTRETIEN ET CONTROLES SANITAIRES DE LA QUALITE DE L'EAU**

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par la réglementation en vigueur. Elles devront subir un traitement efficace et adapté avant distribution. A cet effet, le SIAEP de la source Jourgeot a mis en place un

système de stérilisation automatique et permanent des eaux (injection de chlore liquide dans la bache de reprise). Ce dispositif de traitement et son fonctionnement seront placés sous le contrôle de la DTD ARS Haute-Marne (ou les services compétents en matière de contrôle).

Les opérations de prélèvement sont régulièrement surveillées ; les ouvrages et installations de prélèvement sont régulièrement entretenus de manière à :

- éviter tout gaspillage,
- garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

La qualité de l'eau est contrôlée dans les conditions et selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Le paramètre nitrates sera systématiquement analysé dans les analyses de distribution de type D1.

Les résultats des contrôles seront portés à la connaissance du public dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Sont affichés dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle,
- leur interprétation sanitaire faite par la Délégation Territoriale Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ou par les services compétents en la matière),
- les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

La note de synthèse annuelle sur les données relatives à la qualité des eaux distribuées, transmise par le Préfet de Haute-Marne, est consultable en mairie et jointe à la facture d'eau.

#### **ARTICLE 14 – ACCESSIBILITE**

Les ouvrages de production d'eau doivent permettre le prélèvement aisé d'un échantillon d'eau brute avant tout traitement.

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser libre accès aux agents habilités aux contrôles (DTD ARS, police de l'eau ou autres services compétents en matière de contrôle), à la recherche et à la constatation des infractions, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du Code de l'Environnement.

Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

#### **ARTICLE 15 – DECLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT**

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou, s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer dans les meilleurs délais au Préfet ou au Maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement (notamment préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la qualité de l'eau, de la ressource en eau, libre écoulement des eaux, santé, salubrité publique, sécurité civile, conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau).

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, les personnes mentionnées au premier alinéa doivent prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

## **ARTICLE 16 – MODIFICATION DE L’OUVRAGE**

Toute modification apportée par le propriétaire ou l’exploitant de l’ouvrage (travaux, aménagement, mode d’utilisation de l’installation...) de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d’autorisation initiale doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d’autorisation soumise aux mêmes formalités que la demande d’autorisation initiale.

## **ARTICLE 17 – ABANDON DE L’OUVRAGE**

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné doit être comblé, dans les règles de l’art et selon la réglementation en vigueur, par des matériaux permettant de garantir l’absence de circulation d’eau entre les différentes nappes d’eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées ainsi que l’absence de transfert de pollution.

La déclaration de l’abandon de l’ouvrage doit être communiquée au Préfet, par le biais d’une délibération prise par le conseil municipal, au moins deux mois avant le début des travaux et doit comprendre :

- la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- l’aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- une coupe technique précisant les équipements en place,
- des informations sur l’état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l’ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

La DTD ARS Haute-Marne instruira le dossier.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l’ouvrage, le déclarant en informe le Préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

## **ARTICLE 18 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS**

Si au moment de l’autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l’opération, il en fait la demande au Préfet qui statue par arrêté conformément à l’article 32 du Décret du 29 mars 1993 dans le respect des principes de gestion équilibré de la ressource en eau mentionnés à l’article L 211-1 du Code de l’Environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l’exécution des prescriptions du présent arrêté, l’autorité administrative peut imposer, par un arrêté complémentaire, toute prescription spécifique nécessaire.

## **V – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 19 – INFORMATION DES TIERS - PUBLICITE**

Le présent arrêté sera :

- inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Marne ;
- affiché à la mairie de VAUDRECOURT pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux à la diligence du préfet et aux frais du SIAEP de la source Jourgout ;
- notifié par lettre recommandée avec demande d’avis de réception, par les soins du président du syndicat, à chaque propriétaire intéressé afin de l’informer des servitudes qui grèvent son terrain. Lorsque l’identité ou l’adresse d’un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l’affichage et, le cas échéant, la communique à l’occupant des lieux.

## **ARTICLE 20 – MODIFICATION DE L'ARRETE**

Les dispositions prévues au présent arrêté, et notamment la réglementation dans les périmètres de protection pourront faire l'objet d'une modification, au cas où les résultats de la surveillance de la qualité des eaux montreraient des signes de dégradation. Dans une telle hypothèse, la procédure de modification sera analogue à la procédure initiale d'établissement des périmètres de protection.

## **ARTICLE 21 – DUREE DE VALIDITE**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le forage 2003 du SIAEP de la source Jourgeot reste utilisé pour la production d'eau de la collectivité.

## **ARTICLE 22 – RECEPISSE DE DECLARATION**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration du prélèvement d'eau.

Les conditions d'aménagement et d'exploitation des ouvrages et d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions fixées au présent arrêté.

## **ARTICLE 23 – DELAI DE RECOURS**

Le présent arrêté est susceptible de recours adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification ou de la publicité de l'arrêté préfectoral.

## **ARTICLE 24 – EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne et la présidente du SIAEP de la source Jourgeot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse
- au Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
- au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières
- au Délégué Territorial Départemental de l'Agence Régionale de Santé (DTD ARS)
- au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) – pôle Protection du Consommateur
- au Directeur Départemental des Territoires (DDT) – service Environnement et Ressources Naturelles
- au Président du Conseil Général – direction de l'Environnement et de l'Agriculture
- au Directeur de l'Office National des Forêts
- à M. FRADET, Coordonnateur Départemental des hydrogéologues agréés.

Fait à CHAUMONT, le 2 MAI 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Emmanuel GÉRAT



0337 3X 0081

Syndicat Source Jourceot

**PERIMETRES DE PROTECTION**

**Réglementation et tableau des prescriptions**

En application de l'article 7 de la loi n° 64-1245 du 16/12/1964, du décret n° 67-1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du

1. A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
2. A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée, sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

TYPE D'ACTIVITES :	PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE			PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE	
	Interdit	Réglementation Spécifique	Réglementation Générale	Réglementation Spécifique	Réglementation Générale
<b>Travaux souterrains</b>					
1. Le forage de puits	x			x	
2. Forages de reconnaissance, piézomètres, autres	x			x	
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gavières	x				x
4. L'ouverture d'excavations de plus d'un mètre, autres que carrières (à ciel ouvert)	x				x
5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		x		x	
<b>Stockage et dépôts</b>					
6. Les dépôts d'ordures ménagères, d'immondices de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	x				x
7. L'installation de réservoirs d'hydrocarbures liquides ou gazeux	x			x	
8. L'installation de stockages de produits chimiques dont les engrais, les phytosanitaires	x			x	
9. Le stockage de purin et de lisiers	x			x	
10. Le stockage "bout de champ"	x			x	
11. Le stockage d'effluents industriels	x			x	
12. Le stockage d'effluents domestiques collectifs	x			x	
13. Les stations d'épuration de lagunage	x			x	
14. Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains	x			x	
<b>Canalisations</b>					
15. Les canalisations de produits chimiques	x			x	
16. L'installation de canalisation d'hydrocarbures	x			x	
17. L'installation de canalisations d'eau usées domestiques		x		x	
<b>Rejets liquides</b>					
18. Le rejet d'eaux usées domestiques	x			x	
19. Le rejet d'eaux industrielles	x			x	
20. L'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles	x			x	
21. Les installations autonomes de traitement des eaux usées	x				x
22. Les bassins d'infiltration d'eau pluviale		x			x
<b>Constructions, infrastructure, loisirs</b>					
23. Habitations raccordées à un assainissement collectif		x			x
24. Habitations avec assainissement autonome	x				x
25. Camping, caravaning	x				x
26. Nouveaux cimetières, extension de cimetières			x		x
27. Installations classées			x		x
28. Voies de communication, aires de stationnement		x		x	
29. Les activités de loisirs de plus de 10 personnes		x		x	
<b>Activités agricoles</b>					
30. Drainage agricole	x				x
31. Retournement de prairies	x				x
32. Maraîchage, serres, pépinières	x				x
33. L'épandage de fumier		x			x
34. L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration		x			x
35. L'épandage d'engrais chimiques		x		x	
36. L'épandage de compost		x			x
37. L'épandage de produits phytosanitaires, désherbants		x		x	
38. Le pacage des animaux		x			x
39. Abreuvoirs, installations mobiles de traite et abris		x		x	
<b>Activités forestières.</b>					
40. Déboisements - Défrichements	x				x
41. Coupes à blanc		x			x
42. Aires de dépôts de bois au-delà de 6 mois, pistes forestières de débardage.		x			x
43. Utilisations de pesticides (herbicides, fongicides, insecticides, acaricides,....)		x		x	
44. Affouragement ou agrainage du gibier, traitement déparasitaire du gibier.	x				x
45. Traitement du bois stocké	x				x
46. Modification de l'écoulement des eaux superficielles		x			x

Vu pour être annexé à mon

arrêté n° 1363 en date

de ce jour

CHAUMONT, le - 2 MAI 2011

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Emmanuel GÉRAT





03373X0081

# Protection du Nouveau Forage pour l'alimentation en eau potable de la commune de VAUDRECOURT

## ETAT PARCELLAIRE

Commune de VAUDRECOURT Section ZA

NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE	SECTION	N°	Lieu-dit	SURFACE (dans périmètre)		NATURE DE CULTURE
				immédiat	rapproche totale	
ROGUE Jean né le 27/07/1934 à Vaudrecourt demeurant 52150 VAUDRECOURT	ZA	60	Bichecour		45a30 46a50	Jardin-pre
Syndicat Intercommunal de la Source Jourgout de Vaudrecourt-Soulaucourt Mairie 52150 VAUDRECOURT	ZA	61	Bichecour		3a80 3a80	Lande-sol
ROGUE Alice, Pierrette née le 20/08/1932 à Lafauche (52) demeurant 52150 VAUDRECOURT	ZA	62	Bichecour	1a30 1 ha18a70	1 ha18a70	Pré
ROGUE Claude, Pierre né le 04/09/1930 à Lafauche (52) demeurant 52150 VAUDRECOURT						
ROGUE Jean né le 27/07/1934 à Vaudrecourt demeurant 52150 VAUDRECOURT						
Association Foncière de Remembrement des Communes de Sommerecourt et Vaudrecourt Mairie 52150 VAUDRECOURT	ZA	66	Bichecour		3a12 28a20	Chemin
Surface Totale PPR :				1 ha 68a12		

Vu pour être annexé à mon  
arrêté n° 1363 en date  
de ce jour

CHAUMONT, le -2 MAI 2011  
Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Emmanuel GÉRAT





**COMMUNE DE VAUDRECOURT**

**PROTECTION DES POINTS D'EAU**

**PERIMETRES DE PROTECTION**

**DU NOUVEAU FORAGE**

**SECTION ZA**

Vu pour être annexé à mon  
arrêté n° 1363 en date

de ce jour 2 MAI 2011

CHAUMONT, le

Le Préfet



Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

**ECHELLE : 1/2000**

Emmanuel GÉRAT



ORDRE DES  
GEOMETRES-EXPERTS

Dossier : TP 4710

**CABINET KOLB JEAN-PIERRE**

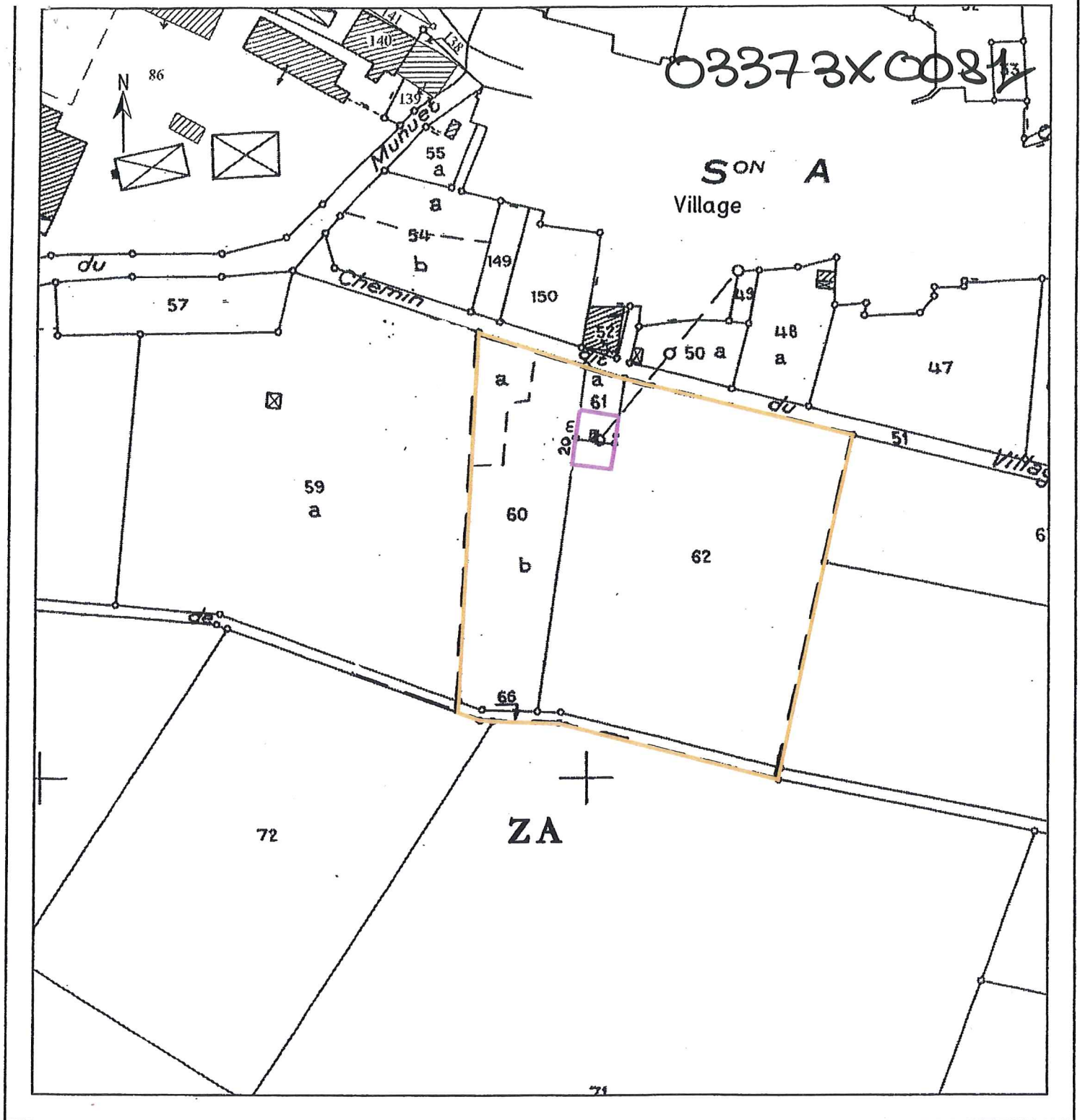
GEOMETRE-EXPERT D.P.L.G.

Centre Agora

13, avenue des Etats-Unis 52000 - CHAUMONT

Tél : 03.25.03.05.59 - Fax : 03.25.03.14.16





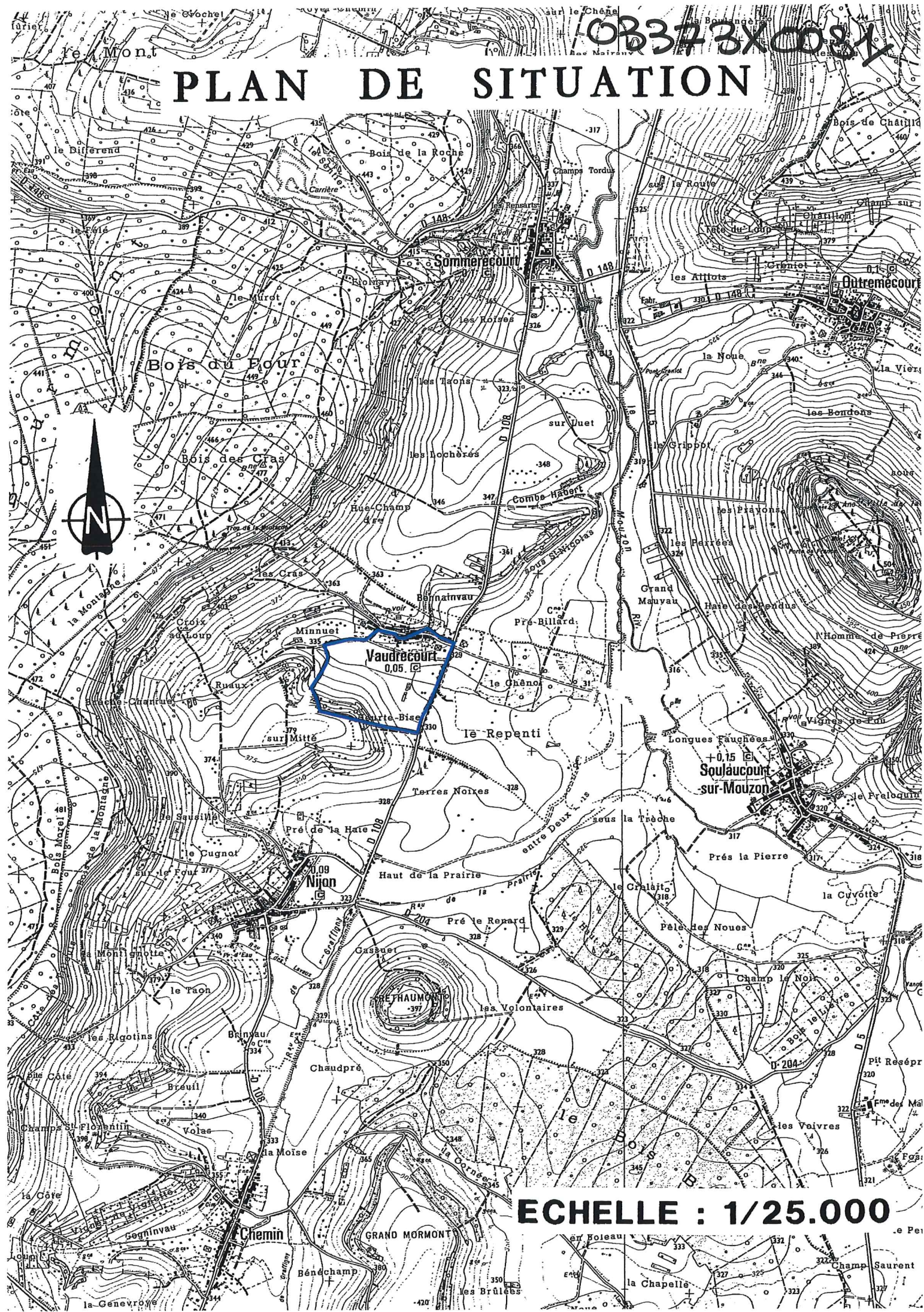
PERIMETRE DE PROTECTION

-  IMMEDIATE
-  RAPPROCHEE
-  ELOIGNEE



08373X0081

# PLAN DE SITUATION



ECHELLE : 1/25.000

